

## **POSTFACE**

**Anne-Nelly Perret-Clermont et Armin Gretler**

### **UN PREMIER "TOUR D'HORIZON"**

Dans ses différentes dimensions culturelle, éducative, sociale et politique, l'enjeu humain de la question des migrants en Suisse est fort complexe et les réponses possibles ne sont certainement ni uniques, ni données d'avance.

Lorsque, confrontés aux questions que pose aux pratiques pédagogiques usuelles la présence de forts contingents d'élèves de langue étrangère, des administrateurs scolaires et des enseignants firent appel dans le cadre du groupe de travail "Scolarisation des enfants migrants" aux chercheurs en sciences de l'éducation, leur demande était d'organiser un vaste colloque susceptible de permettre une confrontation des choix possibles en matière d'éducation à la lumière d'un éclairage théorique des problèmes.

Des consultations dans différents milieux de la recherche révélèrent alors assez vite que la recherche en sciences de l'éducation était notoirement peu développée dans ce domaine. Il existait certes d'intéressantes expériences pédagogiques, dues à l'initiative des autorités scolaires, des enseignants ou des milieux de l'immigration même; mais une recherche systématique semblait faire défaut pour mettre en perspective les difficultés psychologiques et sociales perçues par les différents partenaires et pour comprendre le cours de ces expériences.

Des travaux avaient bien été conduits qui pouvaient apporter une contribution à une telle démarche mais ils consistaient le plus souvent en recherches spécialisées et isolées. La réunion d'un colloque paraissait donc prématurée : l'assemblage artificiel de recherches diverses n'aurait en tout cas pas pu permettre de répondre d'emblée à la demande d'élucidation des problèmes éducatifs formulés par les milieux professionnels concernés. La discussion qui en aurait résulté n'aurait pu être que confrontation de disciplines académiques par faute d'un réel sujet d'étude commun. En effet, souvent, les travaux existants semblaient avoir été conduits soit parce qu'ils étaient apparus pertinents en raison d'une interrogation interne à la discipline et donc intéressants de ce point de vue mais n'intéressant pas nécessairement d'autres disciplines; soit à partir d'une problématique pratique particulière afin d'y porter réponse, mais sans que nécessairement en apparaisse la portée générale.

La solution alternative au colloque fut alors pour nous de mettre en route un "tour d'horizon" des travaux déjà accomplis et de susciter des explicitations des objets d'étude afin de contribuer à reconstituer le champ global dans lequel se situent les questions éducatives posées à propos des migrants. Notre hypothèse de travail est que les problèmes éducatifs, parfois causes, parfois symptômes, ne sont sans doute qu'un aspect particulièrement "visible" d'une problématique plus large.

Ce "tour d'horizon" est amorcé par le présent ouvrage et nous tenons à remercier ici les nombreux collègues qui ont accepté d'y collaborer en y offrant la richesse de leurs réflexions et de leurs travaux et en ouvrant des perspectives de recherche ultérieure.

Cette postface souhaite maintenant être une invitation à poursuivre ce travail et à élargir le cercle : en effet, en éditant ce livre, nous avons clairement conscience de n'avoir ni pu – ni même voulu – réunir d'emblée l'ensemble des travaux conduits

dans ce champ et que l'effort fait pour au moins les recenser dans une bibliographie n'aura pas non plus permis d'assurer l'exhaustivité. Nombreux et divers sont en effet les lieux de production et de publication, de réflexion et de recherche, dans le domaine relatif aux conséquences culturelles et éducatives des migrations nationales et internationales. Mais cette multiplicité des perspectives ne nous apparaît pas comme étant en soi un frein à l'appréhension de l'objet : elle peut justement permettre d'éviter une approche réductionniste qui le limiterait à la seule dimension politique ou économique, voire linguistique ou sociologique. Mais pour que cette diversité des perspectives puisse contribuer réellement à la compréhension de cette problématique importante de notre époque et à l'élucidation des choix qu'elle nécessite de façon parfois pressante, il faut des lieux de rencontre. Cet ouvrage espère en être un. Nous pourrions envisager la publication d'un deuxième volume si d'autres chercheurs et praticiens manifestaient un intérêt à la poursuite de ce tour d'horizon : soit en faisant connaître leurs recherches et expériences, qu'elles soient théoriques ou empiriques ; soit en participant eux aussi à la démarche nécessaire d'explicitation des rapports entre les différents niveaux d'appréhension et d'étude ainsi qu'en proposant des articulations entre les différentes approches.

Nous achèverons ce premier tour d'horizon en relevant quelques questions importantes qui demeurent inexplorées. Nous tenterons aussi de désigner des articulations possibles entre les différents niveaux d'appréhension de cette réalité qui ne se laisse pas réduire à un seul type d'analyse.

Mais avant il nous faut aussi rappeler, de façon très "réaliste", que la recherche dans ce champ nécessite des moyens financiers : en redisant l'importance de ces questions, nous adressons donc également un appel aux collectivités concernées, publiques et privées, suisses et "migrantes", susceptibles d'apporter un soutien.

## ENCORE DES QUESTIONS OUVERTES...

Y a-t-il problème ?

Est-il bien de nature "socio-culturelle" ?

Le sous-titre de l'ouvrage, "Approches des problèmes socio-culturels et linguistiques des migrants en Suisse", a postulé un double oui. Mais les questions demeurent : est-il légitime de "problématiser" l'éducation des migrants ? Peut-on vérifier que les enjeux sont bien de nature socio-culturelle et linguistique ? Les réponses ne sont ni uniques, ni simples.

Peut-être alors serait-il plus pertinent de formuler ces interrogations autrement en cherchant à discerner qui parle de problèmes et qui ressent des difficultés linguistiques et socio-culturelles dues aux migrations contemporaines ? Il est alors plus aisé de répondre de façon très pragmatique en réexaminant les sollicitations qui sont à l'origine du présent ouvrage : formulées le plus souvent en termes de "problèmes linguistiques" ou de "différences culturelles", elles émanent de différents milieux qui ont été touchés par des difficultés particulières lors de l'arrivée massive de nouveaux immigrants (des enseignants, des administrateurs scolaires, des mouvements

politiques ou religieux, des autorités politiques); ou des milieux de l'immigration elle-même (associations d'immigrés, autorités des pays d'immigration).

En effet, des enseignants de plus en plus nombreux se sont trouvés dans leur classe face à une situation scolaire multi-culturelle de fait (par la population à laquelle ils s'adressent) mais mono-culturelle de droit et d'usage (territorialité de la langue, programmes scolaires, formation des maîtres). Face à la situation, les autorités scolaires et les milieux politiques ont défini la politique de l'éducation des enfants de migrants et l'attitude à l'égard des migrations en référence à des concepts tels que l'"assimilation", l'"intégration", le "respect des différences" ou le "maintien de l'identité". Les implications pratiques et politiques de ces options sont nombreuses mais pas toujours claires et nécessitent d'être explorées dans toutes leurs conséquences.

D'autres milieux ont appelé l'attention sur la problématique de l'éducation des migrants : des autorités, suisses ou étrangères, se sont préoccupées du niveau de qualification de la main d'œuvre et en conséquence du rôle que l'école y assume. Selon les cas il a pu être question des qualifications générales ou techniques, ou des compétences linguistiques et culturelles de ces personnes. La question pouvait tout à tour se poser pour l'intégration dans le pays d'accueil ou pour un éventuel retour dans le pays d'origine, et ceci avec, bien sûr, des implications éducatives et politiques différentes. Ces besoins ont été l'objet d'actions de la part de différents organismes (institutions scolaires, consulats, Eglises, etc.), la multiplicité des partenaires concernés posant alors parfois des problèmes propres de coordination ou de rivalité (partage des tâches, des horaires, des locaux; constitution de réseaux concurrentiels d'écoles privées de langue étrangère; collaboration entre les institutions concernées par les mêmes élèves, etc...).

De leur côté les élèves et leurs parents expriment parfois aussi des inquiétudes : parents suisses qui considèrent que des effectifs importants d'enfants de langue étrangère en classe sont préjudiciables à l'enseignement destiné à leurs enfants; parents étrangers qui aspirent à ce que l'éducation et la sélection scolaire de leurs enfants se fassent dans le respect de la particularité de leur situation linguistique et culturelle; élèves qui manifestent des signes de fatigue lorsqu'ils cumulent les charges d'un enseignement en langue locale et en langue d'origine (cours des consulats, soutien pédagogique, etc...); adolescents de la deuxième génération qui expriment, souvent en termes d'une crise d'identité, les tensions de leur double vécu : dans un présent qui fait d'eux des "étrangers", même s'ils sont nés sur place, et face à un avenir dont ils n'ont pas toujours l'assurance du lieu et où il se déroulera – pays d'origine ou Suisse? Ils se sentent souvent marginaux – ou "marginalisables" – et ne peuvent alors toujours apprécier si les normes qui prévalent en Suisse sont les "leurs" et s'il est important pour eux de "jouer le jeu" scolaire, culturel et social du lieu où ils vivent.

Ne sachant pas où se déroulera leur avenir, ils ne savent pas d'où ils sont : vaut-il la peine d'investir son énergie pour réussir à l'école d'ici, pour se mêler à la vie sociale d'un pays que l'on devra peut-être quitter? Les normes culturelles du lieu de leur enfance, qui diffèrent souvent de celles de leurs parents, seront-elles celles de leur vie adulte? La "relativisation" des traditions culturelles que vivent les jeu-

nes immigrés facilite-t-elle ou rend-elle plus difficile leur identification personnelle et sociale ?

Sommes-nous suisses ou italiens, disent-ils ? Et la conjoncture socio-économique et politique est telle que la réponse n'est pas sans équivoque et oscille entre : "italiens", "suisses", "italiens de Suisse" ou la description, apatride, d'une situation en porte-à-faux de nos cultures européennes de sédentaires : "migrants". Sans doute ici est-il utile d'examiner aussi la généralité de cette recherche d'identité qui n'est pas le propre des jeunes immigrés. Dans le pays d'accueil également l'image de soi est liée à l'image des "autres" et on peut montrer qu'elle est le reflet des relations entretenues avec eux, que ce soit à l'étranger (Rist 1978) ou en Suisse.

Ces quelques lignes auront suffi sans doute à rappeler certaines situations culturelles et linguistiques que les acteurs ressentent bien comme problématiques et ceci souvent de façon aiguë.

Mais s'il peut être alors important d'examiner de manière approfondie ces situations pour les comprendre et y rechercher des issues spécifiques, leur généralité rappelle aussi que les difficultés exprimées dans le domaine de l'éducation ne sont pas indépendantes de difficultés d'une autre nature sur lesquelles nous allons nous interroger.

#### Au-delà des problèmes d'éducation : Une interrogation culturelle profonde dans une situation d'interdépendance économique

Le titre, "Être migrant", nous a été inspiré par celui d'un ouvrage récent "Être nomade aujourd'hui" (Centlivres, 1979). Mais si justement "être nomade" fait référence à des cultures qui rendent possibles des déplacements continuels et qui en transmettent la signification ainsi que les outils et les pratiques à leurs membres, "être migrant", en Suisse aujourd'hui, semble s'inscrire dans une réalité plus contradictoire.

"Migrant" renvoie dans ce contexte à un déplacement d'une zone nationale à une autre, et la "migration" ne se vit pas alors en référence à une culture unique solidaire de l'individu. Et ceci d'ailleurs d'autant moins si l'avenir du migrant est indéfini en raison d'une insécurité de l'accueil dans le pays d'arrivée. Peut-être un embryon d'une identité spécifique se profile-t-elle derrière le "mythe du retour" chez certains ? Mais en attendant - (quoi ?) - ils ne sont plus ni de "là-bas", ni d'ici.

Ils se trouvent à cheval entre deux cultures qui, elles, sont liées à des lieux géographiques précis et à des frontières nationales. La "transgression" de ces frontières, surtout dans une ambiance où des valeurs nationales sont présentes, suggère au migrant (ou à ses compatriotes restés au pays) un affaiblissement du lien de solidarité qui le liait à son groupe culturel d'origine ; elle peut aussi induire chez les autochtones l'image d'une menace potentielle à l'égard des relations existantes à l'intérieur de leur territoire de vie. Du moins est-ce ainsi que semblent se présenter les perceptions courantes des rapports entre migrants et indigènes, perceptions sans doute façonnées par l'histoire récente de l'idéologie dominante. Il pourrait être intéressant d'examiner la réalité de ces rapports autochtones-étrangers et le bien-fondé de

l'alternative entre "assimilation" ou "retour" qui découle parfois de cette idéologie : les migrants développent-ils à l'étranger, ou lors d'un retour au pays d'origine, des réseaux de relations et d'échanges (sociaux, économiques, linguistiques) qui pourraient être décrits comme des systèmes culturels ne se laissant pas réduire aux cultures locales ? Quels liens entretiendraient-ils alors avec ces dernières ? Ces relations ne sont pas nécessairement conflictuelles (voir à titre d'exemple l'attrait exercé chez les Suisses par certains commerces et restaurants ou par des modes venues de l'étranger que ces réseaux ont développés). En cherchant à discerner les conditions d'émergence de ces réseaux de contacts et les formes qu'ils prennent dans les différents milieux socio-professionnels concernés (ouvriers immigrés, réfugiés, cadres migrants, etc.) verrait-on se profiler certaines des sources de mouvance culturelle de nos sociétés futures ? Quelles sont les relations de pouvoir et les rapports de forces qui régissent ces échanges culturels et économiques formels et informels ? On perçoit souvent comme antagonistes les langues et les cultures d'origine des uns et des autres. Mais le sont-elles toujours ? Les sentiments d'affiliation et d'appartenance ne se "négocient"-ils pas dans une certaine mesure à travers l'histoire du présent commun ? Dans une situation où l'interdépendance d'autochtones et de migrants s'impose par les choix économiques des pays d'immigration, c'est quasi-paradoxalement les attitudes xénophobes qui renforcent la marque "étrangère" de la présence des migrants en stigmatisant leur "étrangeté" et en leur refusant les moyens de s'intégrer.

Jusqu'ici ces questions, posées en termes culturels, se sont adressées aux ethnologues, aux psychologues sociaux et aux sociologues. Quels liens entretiennent ces questions avec la situation économique ? Une des difficultés exprimées souvent par certains milieux suisses, et en particulier dans les couches populaires, est la crainte de la concurrence des étrangers sur le marché de l'emploi, du logement, etc. Parmi ces milieux suisses ceux qui n'ont qu'une faible expérience d'emprise sur leurs propres conditions de vie sociale et matérielle sont sans doute les plus particulièrement sensibles à la présence d'un autre groupe sur le "même terrain". Il est bien connu des psycho-sociologues (Tajfel, 1972; Doise, 1976 et 1980) que la simple identification d'une situation bipartite (un groupe d'appartenance et un groupe étranger) entraîne des conduites discriminatoires à l'égard de l'autre groupe et que celles-ci sont exacerbées lorsqu'il y a compétition, voire par la simple anticipation d'une concurrence éventuelle; ces processus ne s'affaibliraient, semble-t-il, que lorsqu'il existe pour les personnes et les groupes des possibilités de se différencier les uns des autres de façon pluridimensionnelle.

On peut voir les tensions entre les groupes s'estamper dans des cas d'appartenances catégorielles croisées, c'est-à-dire lorsque les individus font partie de différents groupes qui ne sont pas exclusifs. Le fait de s'identifier à divers groupes donne la possibilité de s'évaluer par rapport à des référents diversifiés et diminue l'importance des clivages et des lignes de démarcation entre les groupes. En effet il semble que ce soit les situations sociales qui offrent peu de mobilité sociale, peu de lieux d'expression et une grande conformité, qui génèrent une perception des étrangers comme d'autant plus "étrangers" et par là-même d'autant plus "menaçants". Et il ne faudrait pas commettre l'erreur de présenter ces processus comme liés à une xénophobie spécifique à certains milieux populaires. En fait, ils sont vraisemblablement susceptibles d'être à l'œuvre dans les conduites d'autres couches sociales lorsque celles-ci se trouvent confrontées à des groupes identifiés comme étrangers de concurrents poten-

tiels sur le plan culturel, social, politique ou économique (bourgeoisies de villes qui deviennent soudainement des sièges de fonctions internationales; cadres dans certaines grandes entreprises, par exemple) : là aussi les réactions peuvent être xénophobes. Mais chez ces derniers, d'une part les moyens légitimes d'expression et d'actions politiques efficaces semblent plus diversifiés que dans les milieux populaires et d'autre part l'adoption des nouveaux modèles culturels concurrents devient généralement pour eux une alternative possible – même si elle crée alors un nouveau fossé : entre ceux qui recherchent leurs racines culturelles dans un passé dont le réseau social s'effrite, et d'autre part ceux qui épousent les nouveaux courants de pensée dominants au risque d'être par là-même déracinés de leurs modes d'expression d'origine et de devenir ... des "migrants culturels" à leur tour. Pour eux aussi, d'ailleurs, les déplacements géographiques deviennent de plus en plus fréquents.

## CES QUESTIONS ENCORE OUVERTES APPELLENT DES CONTRIBUTIONS DE LA PART DE DIFFÉRENTES DISCIPLINES DES SCIENCES SOCIALES

### Une démarche

Les problématiques profilées ci-dessus révèlent une réalité plus ou moins criante pour les groupes concernés : quelles perspectives peuvent être dessinées pour contribuer à la compréhension de ces difficultés et des moyens à instituer pour dépasser les souffrances, très inégales pour les différents partenaires, qu'elles engendrent ? Les sciences sociales peuvent déjà, en tout cas, prendre acte des problèmes que les acteurs sociaux fomulent et examiner en quels termes ils sont posés et pourquoi. Cet examen se fera non pas en référence à de nouvelles normes propres aux chercheurs : elles n'auraient aucune raison d'être d'emblée plus proches de la vérité. Mais c'est le processus-même d'une démarche interrogative qui doit permettre de prendre du recul par rapport à un certain nombre de perceptions sociales consensuelles, et d'éviter, par le biais de la théorisation notamment, de confondre de façon trop réductionniste causes et symptômes, mutations profondes et épiphénomènes. Cela ne consiste pas à nier les difficultés pratiques, éducatives, politiques ou économiques mentionnées précédemment, mais à les replacer dans leur contexte et à restituer par là-même, aux individus et aux groupes, leurs possibilités de choix et d'action en connaissance de cause.

### Des thèmes de recherche

Sur le plan socio-économique : quelles sont les relations d'interdépendance passées, présentes et futures, entretenues par les différents groupes sociaux autochtones et migrants ? Quels sont les lieux des échanges et des contacts entre ces différents groupes, à propos de quelles tâches et dans quelles structures de pouvoir ? Et quels impacts ces relations ont-elles eu et auront-elles sur les liens de solidarité politique et les sentiments d'affiliation culturelle ?

Le vécu social et culturel lié aux migrations trouve-t-il les moyens de son expression

et de son élaboration dans les institutions, cultures et langues officielles qui semblent se présenter comme particulièrement bien établies et codifiées à notre époque ? Comment cette problématique se différencie-t-elle selon qu'il s'agit de migrations d'une région linguistique à une autre, ou à travers des frontières nationales ?

On sait déjà l'existence d'un certain nombre de vides politiques pour de larges groupes de migrants : les droits politiques, liés à la structure nationale, ne sont généralement pas garantis aux étrangers (bien qu'il y ait des exceptions intéressantes, au niveau communal dans le Canton de Neuchâtel par exemple) ; les droits relatifs au travail, à l'établissement, au regroupement familial ne sont pas exigibles par tous. Au fond de ce vide se pose la question du lieu possible d'enracinement des projets et des vies des individus, des familles, et des groupes concernés. Entre l'ici et l'ailleurs, ces migrants se trouvent peut-être dans un "no man's land" (étendu à toute la planète... ?). Quelles forces sociales et culturelles structureront ce champ ?

Cela appelle le chercheur également à une prise en compte des relations inter-groupes qui sont susceptibles de se développer dans des situations de déracinement géographique ou social de larges groupes. On examinera également le rôle de la perspective du futur octroyée à chacun des groupes en présence : "avenir bouché" qui n'offre rien et qui vide le présent, "retour" mythique ou obligé ; compétition "hasardeuse" ; "avenir à bâtir" ? Quelles sont les parts subjectives et objectives de ces visions et dans quelle mesure les relations actuelles, scolaires et socio-professionnelles en particulier, les façonnent-elles ?

Comment l'individu, d'un point de vue psychologique, se socialise-t-il à ces rôles sociaux, professionnels et culturels ? Les formes peuvent en être diverses : intériorisation ou expression, pathologisation ou création ; conformisme rigide rendant difficile l'adaptation à des transformations sociales probables, ou refus violent de toute forme de "civilisation" par des individus rendus "marginiaux". Dans quelles circonstances sociales et éducatives l'enfant et l'adolescent acquièrent-ils les moyens d'une insertion culturelle porteuse de sens pour eux ?

L'étude de l'acquisition des langues et de leur utilisation chez les migrants est susceptible d'une part de révéler une dynamique psychologique interne à l'individu face aux apprentissages qu'il est appelé à faire, avec des implications pédagogiques propres, et d'autre part de faire apparaître des processus externes liés à la nature de la répartition des rôles et des échanges entre les groupes sociaux qui structurent son champ de vie.

L'étude du développement de l'identité, en particulier dans des situations difficiles (élèves en échec, "crise" d'adolescence), peut permettre à l'observateur de cerner la dynamique conflictuelle qui s'exerce entre les instances parentales ou éducatives, les aspirations personnelles, et le champ social dans lequel cette identité individuelle et sociale se nie ou se construit, libérant ou masquant des énergies. Ainsi les difficultés d'apprentissage, par exemple, pourraient être étudiées en les considérant, comme le propose Pain (1981), à la fois comme signes d'opérations cognitives manquantes et comme parties constituantes de la dynamique de la personnalité du sujet, permettant alors une dénonciation, au sens psychanalytique du terme, de la signification de ces manques. Il y a là l'occasion d'observer précisément la dynamique culturelle dans

laquelle l'éducation assume ses deux fonctions et l'individu doit se situer : réalité à la fois répressive et transformatrice. Dans quelles circonstances l'individu peut-il opérer les identifications sociales nécessaires à l'apprentissage des acquis culturels de ses groupes d'appartenance et se les approprier vraiment en les comparant et en les maîtrisant ? La présence d'une proportion relativement plus forte d'enfants de migrants que d'élèves autochtones en situation d'échec scolaire ou en classes spéciales rappelle l'intérêt d'une analyse attentive de ces questions.

### Des enjeux

Des migrants, des éducateurs, des enseignants, des administrateurs scolaires, des responsables politiques, des parents, des associations de migrants, des consulats étrangers soulèvent donc d'importantes questions relatives à la scolarisation et à la socialisation des enfants de migrants et d'autochtones. Nous l'avons vu, il s'agit là d'une problématique ayant des répercussions profondes au niveau social et culturel, et dont les choix façonnent l'avenir non seulement culturel et linguistique mais également politique et économique des différentes régions concernées. Et au-delà des régions, c'est aussi l'avenir des relations inter-régionales voire internationales qui est en jeu.

De quoi sera fait le futur ? Ni l'"utopie" rêveuse, ni le "réalisme" à court terme ne peuvent répondre. Il n'est sans doute pas vain de se donner des moyens sérieux d'envisager cette question des migrations à tous les niveaux jusques et y compris dans leurs conséquences éducatives.

### BIBLIOGRAPHIE

- CENTLIVRES, P. (éd.) – Etre nomade aujourd'hui. Institut d'Ethnologie et Musée d'Ethnographie, Neuchâtel, 1979.
- DOISE, W. – L'articulation psychosociologique et les relations entre groupes. De Boeck, Bruxelles, 1976.
- DOISE, W. – Expériences entre groupes. Mouton, La Haye, 1980.
- PAIN, S. – Les difficultés d'apprentissage. Diagnostic et traitement. Collection Exploration, P. Lang, Berne, 1981.
- RIST, G. – Image des autres, image de soi ? Collection Sociologie en Suisse, Georgi, Saint-Saphorin, 1978.
- TAJFEL, H. – La catégorisation sociale. In : S. Moscovici (éd.) Introduction à la psychologie sociale. Vol. 1, Larousse, Paris, 1973, pp. 272-302.